

Le gaspillage de la course aux diplômes

CETTE ANNÉE ENCORE, le bac va réussir à 90 % des candidats. Ils seront conduits à poursuivre une course aux diplômes de moins en moins rentable, mais

toujours protectrice. En 2013, le taux de chômage des jeunes sortis en 2010 était de 25 % pour les bacheliers, de

11 % pour les diplômés du supérieur court et de 9 % pour le supérieur long. Les enquêtes du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) montrent également que cette protection se dégrade au fur et à mesure que l'on augmente la distribution d'assignats universitaires. Moins un

diplôme vaut, plus il est nécessaire de le posséder : le bac ne vaut plus rien, mais celui qui ne l'a pas vaut moins que rien ! Les sans-diplôme sont les premières victimes du chômage avec un taux de 48 % en 2013 contre 32 % en 2010. Au final, 22 % des jeunes « actifs » de 15 à 24 ans sont au chômage !

Ce chiffre, a priori choquant, l'est beaucoup moins quand on comprend les guillemets. On ne devrait jamais citer un chiffre sans rappeler sa définition. Il y a bien en France près d'un jeune « actif » sur quatre au chômage, mais seulement 10 % du total des jeunes ! En effet, les actifs – en emploi ou au chômage – ne représentent que 40 % des jeunes entre 15 et 24 ans, les 60 % restants faisant des études. Pas besoin d'être fort en maths pour comprendre

que le quart de 40 % représente bien 10 % de la tranche d'âge des 15-24 ans.

Constaté que 10 % seulement des jeunes sont au chômage est en soi une « bonne nouvelle » ! Cela signifie que plus de la moitié des jeunes qui ne savent pas écrire et compter lorsqu'ils entrent en sixième – autour de 22 % d'une classe d'âge – finissent quand même par être embauchés par les TPE et PME qui représentent l'essentiel des entreprises françaises.

Or, ce que cherchent avant tout les entreprises, c'est du « savoir être ». Le savoir-faire, on l'apprend sur le tas. Si 10 % des jeunes connaissent le chômage, c'est parce qu'ils ont des comportements qui les rendent inemployables en

l'état par les entreprises. Ce n'est pas l'économie de marché qui est responsable, mais le système éducatif et les structures familiales qui ont failli dans leur mission formatrice. Leur insertion dans le monde du travail et la société – passe par des structures adaptées – école de la deuxième chance et entreprises d'insertion – qui sont efficaces, mais coûteuses pour la société.

Dans les pays à faible chômage, un jeune sur deux est en apprentissage. En France, cette filière à succès confiée aux entreprises ne concerne encore qu'un jeune sur 10. Notre pays a encore fort à faire pour arrêter le gaspillage de la course aux diplômes. ●

**Dernier ouvrage paru : Libérez l'emploi, Éd. Odile Jacob, 2014, 336 p. ; 22 €.*

“
Les entreprises
cherchent le
« savoir être »
des jeunes



BRUNO LEVY

Par
Michel Godet,
professeur
au Cnam*